



Élections des Conseils Scolaires 2006 C'EST VOTRE ARGENT – VOTRE COMMUNAUTÉ – VOS ENFANTS

13 novembre 2006 – Les élections ont de l'importance

Au cours des dix dernières années, les conseils scolaires de district de l'Ontario ont été une ligne de défense critique, et souvent la dernière, du système des écoles élémentaires et secondaires en Ontario. Pourtant, la participation au scrutin lors des élections des conseils scolaires est typiquement plutôt faible – environ 30 %.¹ Il faut que cela change. Tous les électeurs ontariens devraient avoir à cœur notre système d'éducation, pour que nos enfants deviennent des citoyens actifs dans notre démocratie.

Le gouvernement de l'Ontario se vante de disposer d'un excédent budgétaire de 300 \$ millions. Nous devons élire des commissaires d'écoles qui diront à Dalton McGuinty et aux libéraux de l'Ontario d'arranger la formule de financement, de mettre fin à la privatisation et d'abolir l'héritage de l'ère Mike Harris de coupures et de fermetures.

Les années Mike Harris

Durant les années Mike Harris, le gouvernement conservateur a apporté des modifications importantes au système d'éducation de l'Ontario. Ces modifications ont privé radicalement de leurs pouvoirs les commissions scolaires et les commissaires d'écoles.

Désarmer l'opposition

Lorsque le nombre de conseils scolaires a été réduit de 129 à 72, il y a eu une nette réduction du nombre de commissaires d'écoles – ces gens-là mêmes qui sont élus pour défendre le système scolaire en Ontario. Harris a plafonné les « salaires » des commissaires d'écoles à 5 000 \$ par année, s'assurant ainsi que les rares commissaires qui restaient ne seraient pas en mesure de défendre les enfants de l'Ontario à temps plein.

¹ FEÉSO *Mise à jour*, Vol. 3, No. 10, 3 mai 2006.

Les conservateurs de Harris sont allés plus loin; ils ont adopté une loi qui entraînerait la démission de tout commissaire d'école (ou lui interdirait d'occuper une charge pendant cinq ans) qui n'aurait pas appliqué un décret du gouvernement provincial, peu importe l'opinion des étudiants, des enseignants, du personnel et des parents. En vertu du nouveau régime, les commissaires d'écoles qui décident d'afficher un déficit au lieu de fermer des écoles, de supprimer des programmes ou de fermer des piscines, pourraient aussi être passibles personnellement du déficit budgétaire d'un conseil scolaire.

Provoquer une crise

Peu après son entrée en fonction, le ministre de l'Éducation à l'époque, John Snobelen, s'est dit que pour apporter un changement, il faut d'abord « provoquer une crise ». Presque du jour au lendemain, le gouvernement a réduit radicalement le financement de l'éducation de 637 \$ millions et a imposé une nouvelle formule de financement pour les écoles en Ontario. Les répercussions ont été dramatiques: les conseils scolaires ont été forcés de sabrer le nombre d'employés, d'enseignants-bibliothécaires et de conseillers en orientation. Les coupures dans d'autres programmes ont entraîné l'élimination des cours d'atelier, des cours d'anglais, langue seconde, de l'éducation permanente et d'une foule d'autres programmes d'éducation.

Nombre d'écoles ont commencé à demander des frais d'utilisation pour tout, depuis l'athlétisme, le matériel de laboratoire et les fournitures, jusqu'à l'utilisation de l'école pour des groupes communautaires. L'entretien des immeubles et les services ont été confiés en sous-traitance à des entreprises privées afin de réduire les coûts à court terme. De plus en plus, les conseils scolaires se sont tournés vers le financement privé et les contrats exclusifs, où les écoles sont payées pour vendre des produits comme Coca Cola et Pepsi aux enfants.²

La résistance gagne

En 2002, le président de l'Ontario *Public School Boards' Association* annonçait qu'il faudrait du financement additionnel d'au moins 2,1 \$ milliards pour soutenir des services déjà réduits et commencer à réparer et rebâtir l'infrastructure de l'éducation en Ontario. La ministre de l'Éducation à l'époque, Janet Ecker, a reconnu que les écoles de l'Ontario faisaient face à un arriéré d'entretien différé de 6,8 \$ milliards.

Des douzaines de conseils scolaires partout en Ontario ont déclaré publiquement que les décisions d'équilibrer les budgets des conseils scolaires locaux avaient été prises sous la contrainte; et trois conseils scolaires – le conseil scolaire du district de Hamilton-Wentworth, le conseil scolaire du district d'Ottawa-Carleton, et le conseil scolaire du district de Toronto – ont refusé d'effectuer d'autres coupures qui saigneraient à blanc les écoles de l'Ontario.

² Centre canadien de politiques alternatives, *Commercialization in Canadian Schools: Who's Calling the Shots?* mai 2006.

Le courage de ces commissaires d'écoles locaux a contribué à cristalliser la crise dans le système scolaire en Ontario. Le gouvernement Harris a commandé le rapport Rosanski, qui réclamait en bout de ligne une injection immédiate de fonds publics et un examen annuel de la formule de financement.

Dalton McGuinty – Une ère nouvelle?

Lorsque le chef libéral Dalton McGuinty a été élu premier ministre en octobre 2003, plusieurs croyaient que l'ère Mike Harris était terminée. Le financement de l'éducation a effectivement augmenté, mais la plupart des nouveaux fonds étaient destinés à des objectifs spécifiques du gouvernement. Les conseils scolaires locaux n'ont pas la liberté d'affecter des ressources conformes aux priorités locales. Et, malgré l'augmentation du financement dont on a fait grand cas, bien des conseils scolaires sont encore à court de financement.³

Actuellement, plusieurs des pires éléments de la formule de financement de Mike Harris existent encore:

- Le point de référence dans la formule applicable aux enseignants ne reflète pas les coûts réels, de sorte que les conseils embauchent moins d'enseignants que prévu par la formule de financement.⁴
- La formule de financement n'a jamais prévu adéquatement les coûts d'exploitation et d'entretien des immeubles.⁵
- La formule de financement n'a pas été modifiée adéquatement de manière à tenir compte des divers coûts liés à l'entretien d'immeubles d'âge, de taille et de conception architecturale différents.⁶

Le défi continue

Ces lacunes expliquent pourquoi bien des conseils scolaires font encore face au spectre de fermer des écoles et de sabrer des programmes pour équilibrer les budgets. Bien qu'on ait fait grand cas du déclin de l'inscription dans les écoles tandis que le financement augmente, peu de gens ont souligné le fait qu'il y a des frais fixes liés à l'exploitation d'une école, peu importe le nombre d'étudiants. Les frais des services publics ne diminuent pas simplement parce qu'il y a moins d'étudiants dans l'immeuble.

Les écoles élémentaires et secondaires en Ontario sont encore sous-financées. Tant que cette situation durera, il y aura des pressions constantes exercées sur les conseils scolaires pour réduire les programmes et les services, et cela fortifiera davantage la privatisation. Nous avons besoin plus que jamais de commissaires d'écoles actifs, déterminés, qui exigeront que les enfants de l'Ontario ne se fassent pas rouler.

³ People for Education: *Back-to-school update on school board finances for 28 of the province's 72 boards*, 27 août 2006.

⁴ Budget alternative de l'Ontario 2006-07 pp33-35.

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

Élections des conseils scolaires 2006 – Jouez un rôle actif

L'année prochaine, bien des commissaires vont gagner davantage – la première augmentation depuis que les salaires ont été coupés pendant le premier mandat de Mike Harris. Nous espérons donc que les commissaires d'écoles qui seront élus en 2006 pourront consacrer plus de temps à défendre les écoles – nous devons nous assurer qu'ils vont défendre les étudiants, les enseignants et le personnel.

Pour renseignements complémentaires au sujet des candidats appuyés par le mouvement syndical, veuillez communiquer avec votre conseil du travail local.